

Conjoncture agricole

En synthèse : une timide embellie des marchés en élevage en ce début d'année 2017

Après deux années de crise pour l'élevage, celui-ci a vu son contexte s'améliorer en lait, avec le ralentissement de la collecte européenne, et en porc avec la hausse de la demande à l'importation chinoise.

En viande bovine, la reprise des cours s'amorce tout juste, avec des niveaux toujours insuffisants.

En volailles, les importations poursuivent leur hausse, dégradant un peu plus le solde des échanges également affecté par l'impact des crises sanitaires. On observe une reprise de la collecte en lait de chèvre et une relocalisation de la consommation de viande ovine.

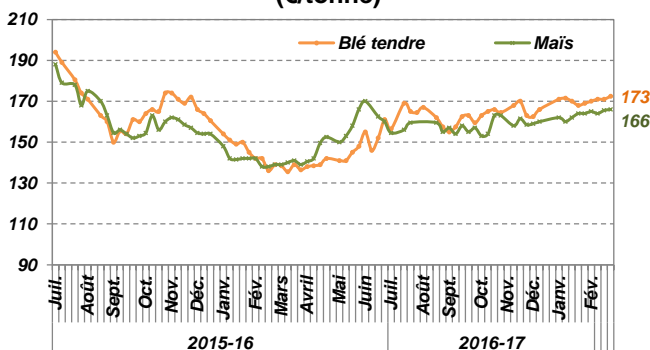
Dans le domaine des productions végétales, la baisse des rendements et le faible niveau du prix des céréales ont fortement dégradé les revenus. La conjoncture s'est améliorée dans plusieurs productions végétales spécialisées, mais des segments de marchés demeurent en difficulté.

En 2016, la baisse du revenu moyen agricole national (mesuré par le revenu net par actif non salarié) a été estimée par l'APCA à 26 % en termes réels.

Grandes cultures : pression des fondamentaux en céréales, marché plus tendu en colza

Céréales : des facteurs de baisse toujours présents

Cotations des céréales à la Pallice
(€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.
PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire Source : La Dépêche

Cette campagne 2016-17 est sous la pression de fondamentaux baissiers. La production mondiale bat des records tant en blé qu'en céréales secondaires. L'hémisphère Sud confirme la tendance en blé : des récoltes historiques ont été effectuées en Australie (record des cinq dernières années) et en Argentine (record des neuf dernières années). En maïs, la surface argentine augmente de 27 % selon la Bolsa et, au Brésil, les conditions sont très favorables pour la Safrinha (culture la plus importante en volume) qui est tout juste semée. Selon le CIC, une production mondiale de 1 049 Mt, niveau jamais atteint, est attendue.

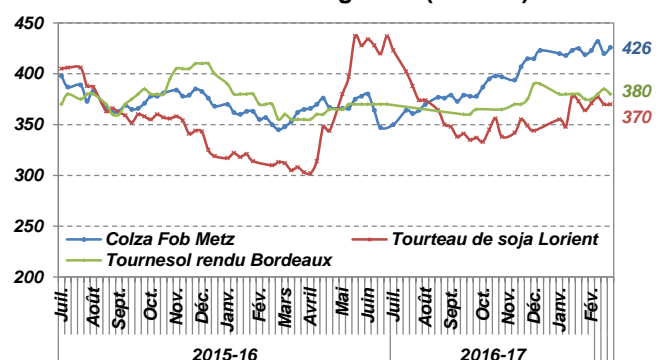
Les stocks mondiaux de blé sont au plus haut en début de campagne (221 Mt) comme en fin de campagne, prévus à 232 Mt soit 32 % de la consommation mondiale. De même pour les stocks de maïs qui devraient atteindre 224 Mt en fin de

campagne (+15 Mt/2015-16).

Au cours de l'hiver les prix du blé ont cependant suivi une petite tendance haussière sous l'effet de craintes liées au froid et à la sécheresse aux Etats-Unis, en Europe et en Russie, de contraintes logistiques en zone Mer Noire, d'une demande mondiale active (Inde, Asie du Sud-Est, Algérie, Ethiopie...) et de la baisse de l'euro. A court terme, ils vont continuer d'être soutenus par la bonne compétitivité de l'UE à l'export alors que l'appréciation du rouble dégrade celle de la Russie. En maïs, les perspectives sud-américaines, la compétitivité ukrainienne et le ralentissement de la demande suite à l'influenza aviaire limitent le potentiel de hausse que pourraient ouvrir les faibles disponibilités françaises.

Bilan tendu en colza, offre plus abondante en tournesol

Cotations des oléagineux (€/tonne)



Cotation ancienne récolte jusqu'à la semaine 26, cotation nouvelle récolte à partir de la semaine 27.
PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire Source : La Dépêche

Les disponibilités en soja s'annoncent abondantes en 2017 avec de bonnes récoltes annoncées dans

l'hémisphère sud et les premières projections en hausse des surfaces aux Etats-Unis.

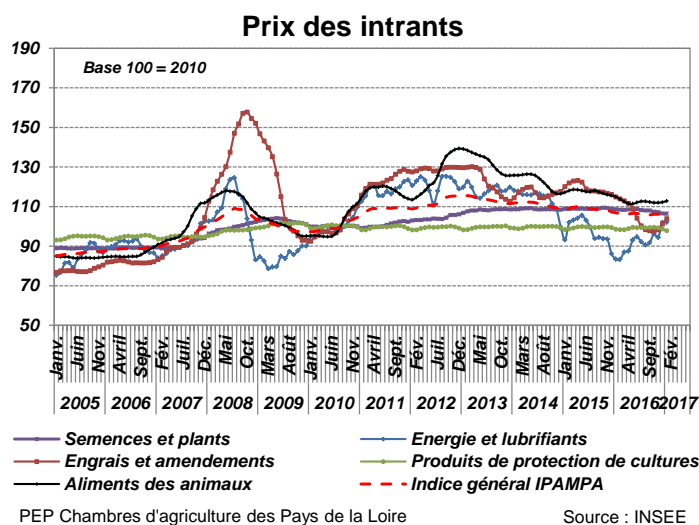
En colza, la fin de campagne s'annonce tendue en Europe. Les perspectives de production sont néanmoins en hausse pour 2017 (21,6 Mt). L'un des principaux pourvoyeurs de l'Union européenne, l'Ukraine, pourrait augmenter fortement sa production cette année avec des estimations allant de 1,5 à 1,7 Mt, à comparer aux 1,2 Mt de 2016. La production mondiale de tournesol va probablement atteindre un record cette année. Les prix de la graine

et de l'huile de tournesol sont en conséquence décotés par rapport au colza, dont le bilan est plus tendu. Au niveau européen, la trituration de tournesol est soutenue, alimentée par l'augmentation de la production locale et par un accroissement des importations de graines (presque multipliées par trois par rapport à la campagne précédente). Cette situation devrait peser sur les cours encore quelques mois, avant que la prochaine campagne ne redessine de nouvelles perspectives.

Intrants : baisse du coût des intrants mais le prix de l'énergie repart à la hausse

Entre 2015 et 2016, le prix des intrants a diminué de 3,2 % par suite de la baisse du prix de l'énergie : -6,5 % et des engrais : -12,1 %. Notons toutefois que le prix de l'énergie a connu en 2016 un mouvement de reprise à partir du bas niveau atteint fin 2015. Le prix des aliments pour animaux a quant à lui fléchi de 4,2 % sur un an.

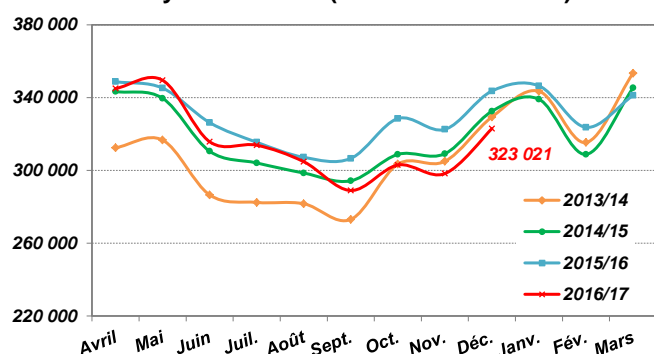
En volume, la production nationale d'aliments s'est réduite de 4 % en un an, compte tenu du contexte difficile pour l'élevage. Ce sont les fabrications d'aliments pour vaches laitières qui ont le plus fortement baissé (-9 %) par suite du recul de la collecte (les fabrications pour les autres bovins sont par contre restées stables). La baisse des volumes atteint 4,2 % pour les porcs (en raison de la réduction du cheptel et de la croissance des fabrications à la ferme) et 3,9 % pour les volailles, impactées par le recul des exportations vers le Moyen-Orient et par l'influenza aviaire.



Lait de vache : une collecte toujours ralentie chez les grands exportateurs (hormis les USA)

Recul de la collecte régionale

Evolution mensuelle de la livraison de lait en Pays de la Loire (en milliers de litres)



Sur les neuf premiers mois de la campagne, la collecte laitière régionale a diminué de 3,5 %.

Au plan national, les livraisons ont fortement décroché au cours des quatre derniers mois de 2016 (-7 %/2015), et elles enregistrent un recul de 2,5 % en 1 an.

En Europe, l'année 2016 s'est par contre soldée par une stabilité globale de la collecte (+0,3 %) qui résulte d'évolutions contrastées entre pays : l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni, premiers pays laitiers européens, ont infléchi leurs volumes alors que les Pays-Bas et l'Irlande ont simplement ralenti leur croissance.

Recul du prix moyen régional de 6,4 % sur les neuf premiers mois de la campagne

Le ralentissement de la collecte dans l'hémisphère sud et en Europe, et le bon niveau de la demande mondiale ont permis une remontée des cours des ingrédients laitiers.

La progression a été importante pour les matières grasses, dont les fabrications européennes ont fortement diminué (stocks historiquement bas). Une détente semble toutefois apparaître sur le prix du beurre début 2017 car la demande se tasse face au niveau particulièrement élevé des prix.

Le marché de la protéine laitière (poudre maigre) n'a pas suivi la même tendance (progression modérée des prix) si bien que l'Union européenne a du mal à remettre en marché ses importants stocks

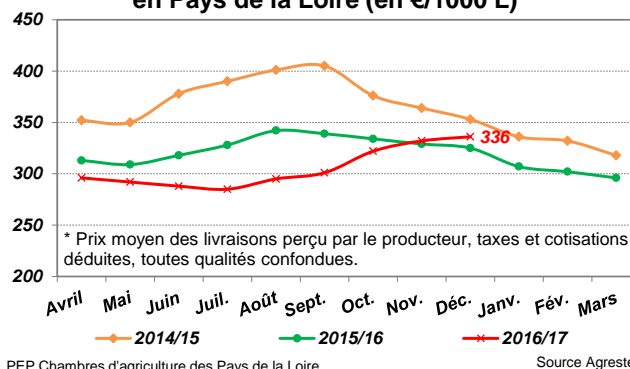
d'intervention (350 000 t) alors qu'elle devrait le faire avant la reprise printanière de la production.

L'amélioration du cours des produits industriels s'est répercutée sur le prix payé aux producteurs, mais l'ampleur de la reprise est plus ou moins marquée selon les pays (en fonction du mix produit des entreprises et du mode de fixation plus ou moins réactif du prix du lait).

En France, le prix du lait standard s'est établi à 309 €/1 000 l en décembre, soit un peu au-dessus du prix allemand. La baisse annuelle atteint 7 % par rapport à 2015. C'est une évolution très voisine de celle des autres pays européens mais avec une volatilité moindre.

En Pays de la Loire, la baisse de prix se situe au même niveau qu'au plan national, avec un prix moyen payé au producteur de 305 €/t sur les neuf premiers mois de la campagne (-6,4 % par rapport à 2015).

Evolution mensuelle du prix* du lait en Pays de la Loire (en €/1000 L)



La collecte des cinq grands exportateurs mondiaux devrait rester en retrait au premier trimestre 2017, ce qui favorisera l'amélioration des cours. Elle pourrait ensuite se redresser au printemps, et l'incertitude est forte sur l'évolution des prix en fonction de la remise en marché des stocks européens. Selon l'Idèle, la remontée des prix ne permettra probablement pas de dépasser un niveau de 350 €/t au niveau européen.

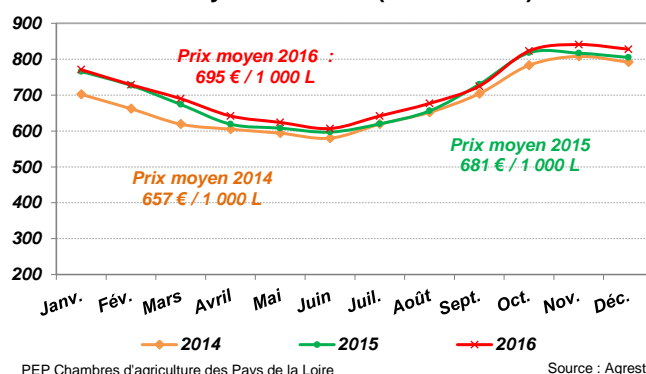
Lait de chèvre : une reprise timide de la collecte française dans un contexte porteur de consommation

En 2016, la collecte française de lait de chèvre augmenterait de 1,5 % (+0,7 % en Pays de la Loire) après trois années stables. Elle s'est ralentie depuis l'été (sécheresse, températures élevées, fourrages de qualité médiocre). Les industriels ont alors fait davantage appel aux importations en fin d'année. Ce recouvrement paraît plus maîtrisé, en lien avec l'évolution intra annuelle de la collecte française. Les prix éleveurs ont poursuivi leur progression en 2016 et les charges se sont stabilisées.

Le marché des fromages de chèvre arrive à maturité et les fabrications sont rentrées dans une phase de croissance plus modérée (+1 %/an). Les fabrications de lait liquide et ultra frais (4 % du lait transformé) sont en revanche plus dynamiques en lien avec les attentes des consommateurs. Le lait de chèvre bio se développe.

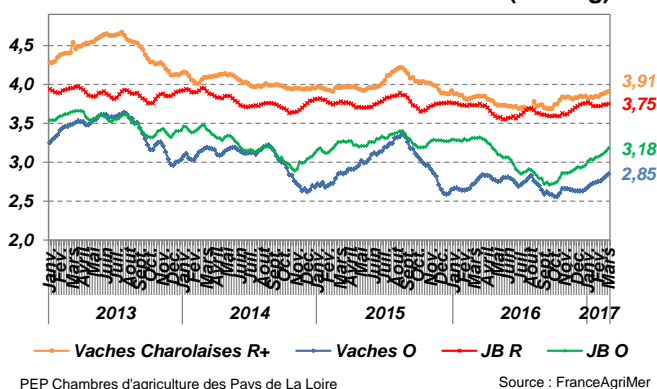
A noter, un prix producteur qui ne devrait plus augmenter au regard de la baisse des prix chez nos principaux concurrents (Espagne et Pays-Bas).

Evolution mensuelle du prix du lait de chèvre en Pays de la Loire (en €/1 000 L)



Viande bovine : reprise des cours qui demeurent insuffisants

Cotations régionales gros bovins Entrée abattoir - Bassin Grand-Ouest (en €/kg)



Progression des cours des JB

Le recul de l'offre de JB en France et la stabilité des cours en Italie soutiennent le marché des JB français. En Pays de la Loire, les sorties boucherie des 14-24 mois ont reculé de près de 3 % en 2016. Les cours des JB U et R s'élèvent à respectivement 3,96 et 3,75 €/kg en semaine 9, au même niveau que 2016. Malgré leur progression depuis octobre, les cours des JB O restent bas, accentuant la moindre attractivité de cette production (3,38 €/kg en semaine 9, en baisse de -6,3 % par rapport à 2016). Les sorties boucherie de JB laitiers ont reculé de plus de 10 % en Pays de la Loire en 2016. L'offre de JB pourrait s'alourdir sur le marché européen à partir du deuxième trimestre, les disponibilités polonaises vont en effet continuer de croître en 2017. Les

exportations françaises de viande bovine se sont stabilisées en volume mais ont reculé en valeur en 2016.

Hausse limitée des cours des vaches allaitantes

La progression saisonnière des prix est limitée en races allaitantes par le dynamisme des sorties boucherie. En Pays de la Loire, après une progression d'à peine 1 % en 2016, les abattages de vaches allaitantes ont connu une hausse sensible de plus de 8 % en janvier 2017 par rapport à janvier 2016. L'effectif des femelles de plus de 24 mois s'est stabilisé en 2016. Les cours des vaches R s'élevèrent à 3,8 €/kg en semaine 9, au même niveau que 2016. En races laitières, soutenus par un marché européen plus équilibré, les prix connaissent une progression plus forte (la vache O à 2,85 €/kg en semaine 9, en progression de 3,4 % par rapport à 2016).

Toujours les mêmes tendances de consommation

Les tendances de consommation de viande bovine se poursuivent en ce début d'année 2017, à savoir, une baisse des volumes achetés par les ménages. Le piécé poursuit sa baisse alors que le haché frais reste en hausse.

En maigre, les disponibilités réduites, notamment en Charolais, tirent les prix à la hausse. La fermeté de la demande italienne est également un facteur de soutien mais dans une gamme de produits bien définie (plus de 300 kg) et surtout pour des animaux vaccinés ce qui n'est pas toujours le cas dans notre région.

Accessible depuis le mois de février, le marché israélien devrait donner des perspectives prometteuses en termes de débouchés. En veaux de boucherie, le Festival du veau n'a pas permis de soutenir les cotations qui sont toujours inférieures à 2016 (le veau O rosé clair à 5,80 €/kg en semaine 9, en baisse de -3,5 % par rapport à 2016).

Viande ovine : forte relocalisation de la consommation française en 2016

Les exportations d'agneaux français vers l'Italie ont baissé à nouveau en 2016, tombant sous les 15 000 têtes au lieu d'environ 35 000 en 2015. La FCO l'explique en partie. Les exportations vers l'Espagne ont légèrement augmenté (+1 %) mais insuffisamment pour compenser. Ces agneaux non exportés ont été abattus en France.

En France, la consommation a continué de baisser (-3 % selon l'Idèle), alors que la production a fait mieux que se maintenir, avec 102 000 sorties en plus en 2016 (+3 %). L'équilibre n'a pu être trouvé que par une baisse des importations à la fois d'animaux vivants (-20 %) et de viande ovine (-7,3 %).

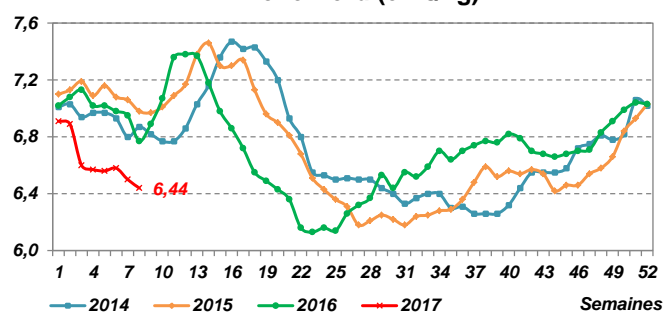
Cette situation crée des pressions sur les prix, particulièrement en cette longue fin d'hiver (Pâques arrivera tard en 2017) où les importateurs tentent de passer en force pour écouler une production britannique dynamique (+1 % en 2016, davantage attendu début 2017), et d'une production irlandaise qui cherche à mieux se placer en UE.

En effet, la hausse de la production britannique se traduit par une baisse des cours de l'agneau au Royaume-Uni de 4 % sur un an en monnaie de Londres (livre sterling), monnaie qui s'est dépréciée vis à vis de l'euro de 10 % au moins sur un an. L'agneau britannique arrive donc potentiellement 15 % moins cher en Europe. Et l'agneau irlandais doit s'ajuster pour parvenir à se placer (-12 % en euros sur les cotations irlandaises).

Les cours de l'agneau en France ont résisté à la pression baissière jusqu'en décembre mais s'effritent

depuis. Ils sont début mars 5 % en dessous ceux de début mars 2016.

**Cotation régionale agneaux 3 (couvert)
16 à 19 kg, classe U - Entrée abattoir
Zone Nord (en €/kg)**



Avertissement :
A partir de la semaine 39-2014 : les modalités de remontées des prix pour les animaux achetés en lot ont changé (prix individualisés par typologie du lot)

PEP Chambres d'agriculture des Pays de La Loire

Source : FranceAgriMer

Deux signes encourageants peuvent toutefois être soulignés. D'abord sur le marché français, en cette période difficile, il semblerait que les acheteurs locaux restent fidèles à la production nationale quand elle est de qualité (signes officiels ou animaux supérieurs). Ensuite, les disponibilités néozélandaises sont déjà en recul sensible, qui devrait s'accroître à partir de l'été 2017 à cause d'une production en baisse. La réévaluation du dollar néozélandais par rapport à l'euro de 13 % depuis un an, (et donc de 25 % par rapport à la livre britannique) ne facilitera pas leurs exportations vers l'Europe.

Viande porcine : des éléments de marché favorables aux porcs français mais les années de crise laissent des traces

La conjoncture porcine 2016 s'est révélée aux antipodes de ce qui s'annonçait en début d'année :

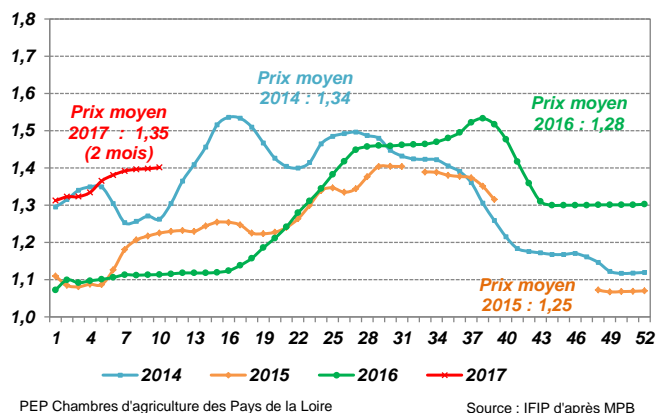
les prix de marché ont connu une embellie salvatrice pour les producteurs. Il ne faut pas regarder du côté

de la consommation intérieure pour comprendre : la consommation française des ménages poursuit son recul en 2016 avec -3 % en volume pour le porc frais et -0,6 % pour la charcuterie. L'explication ne se trouve pas non plus du côté de la production qui augmente légèrement (+0,6 % en tête en zone Uniporc en 2016). Et dans l'UE, la production serait stable en 2016. La raison : l'époustouflante demande chinoise a boosté les exportations mondiales. La Chine en pleine restructuration de ses élevages a vu flamber son prix du porc et a fortement développé ses importations. Les exportations de l'UE ont progressé de 22,9 % en 2016 et vers la Chine la hausse atteint 108,4 % en viande (+102,9 % pour la France).

L'année 2017 débute positivement et cette conjoncture favorable devrait se poursuivre. Plusieurs explications : les experts annoncent des niveaux d'importations chinoises semblables à 2016 (mais concurrence rude notamment avec l'Amérique du nord), la production UE devrait baisser sur la première partie de l'année 2017 au regard du recensement du cheptel (depuis plusieurs semaines le

prix du porcelet flambe face à l'offre plus limitée). Restons toutefois prudents car d'autres éléments apparaissent préoccupants : la consommation française qui se réduit, des situations d'élevage difficiles après plusieurs années de crise avec parfois d'importants endettements freinant tout projet, une moindre dynamique d'installations.

Cotations du porc cadran breton (en €/kg)



Volailles : la crise sanitaire affecte les marchés

En 2016, l'influenza aviaire a fortement marqué les marchés avicoles. La perte du statut indemne de la France a provoqué la fermeture des frontières de pays clients (Afrique du Sud, Japon...) et pénalisé les exportations à destination des Pays tiers (-15,8 %), au Moyen-Orient notamment. En revanche, point positif, nos exportations vers l'UE et en particulier vers l'Allemagne, pays également en proie à l'épidémie d'influenza, sont reparties à la hausse (+3,6 %).

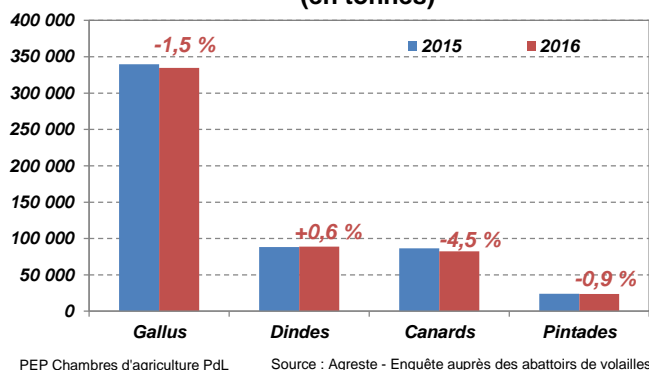
Dans le même temps, avec une consommation toujours dynamique les importations ont poursuivi leur développement : +4 % en provenance de l'UE, principalement Pays-Bas, Belgique et Pologne et, dans des volumes bien moindres, +10 % en provenance des Pays tiers (Brésil).

La consommation apparente calculée par bilan est provisoirement estimée en hausse de 3,5 %, mais la consommation à domicile tend à s'effriter (-2 %). En dehors des découpes de poulet et des produits élaborés, tous les segments sont en baisse, et c'est le poulet PAC qui subit le plus fort désintérêt des consommateurs (-7,7 %).

Le déficit du commerce extérieur de viandes de volailles s'établit à 44 900 t avec toujours un bilan positif en dinde (+40 100 t) et en canard (+22 400 t) mais un solde négatif de 111 800 t en poulet.

Ce contexte sanitaire et économique difficile s'est traduit par un repli de 1,6 % des tonnages abattus en Pays de la Loire et de 2,9 % en France (-1,7 % en poulet, -1,3 % en canard à rôti, -25,7 % en canard gras, -1,1 % en pintade et +3,1 % en dinde reflétant les retards d'enlèvement dans un marché déséquilibré). Selon la Commission européenne la production de volailles se serait repliée de 2,1 % en France alors qu'elle aurait progressé de 2,5 % dans l'UE avec, pour la Pologne +4,7 % et les Pays-Bas +3,8 %.

Abattages de volailles en Pays de la Loire (en tonnes)



Arboriculture : une campagne correcte mais des craintes de déséquilibres de marché

S'agissant du marché intérieur, la consommation de pommes est présente et se tient bien depuis le début de la campagne. Le démarrage de la commercialisation a été tardif mais les deux semaines de retard ont été rattrapées. La valorisation reste

bonne pour les variétés de type « terroir » (niches) et les variétés club mais est toujours difficile pour les variétés classiques. Fin janvier, le prix moyen nu départ (68 cts/kg en cumul depuis le début de la campagne) s'établissait 3 centimes en deçà de

l'année dernière mais 6 centimes de plus qu'il y a deux ans.

Le marché manque par contre de dynamisme à l'export. Les exportations vers les Pays tiers ont ralenti brutalement en février alors qu'elles avaient déjà pris du retard depuis le début de la campagne. Les flux d'exportation sont en recul par rapport à la campagne précédente. Alors qu'ils sont corrects vers le Portugal, les flux d'exportation sont en retard vers l'Espagne, sur le maritime (Moyen et Extrême-Orient) et inexistantes vers les pays de l'Est. Il en découle une hausse des stocks de pommes de l'ordre de 3 % par rapport à la campagne précédente (au premier mars). La situation n'est pour autant pas déséquilibrée pour le moment. L'inquiétude vient du marché algérien qui absorbe en moyenne entre 50-60 000 t de pommes (variété golden) par an. Les exportations sont

quasiment nulles depuis le début de la campagne en raison de la politique d'austérité conduite en Algérie à cause de la baisse des cours du pétrole. La région des Alpes est principalement concernée par cette crise de débouché de pommes Golden (jusqu'à 60-70 % des volumes de certaines entreprises sont destinés à l'Algérie). Les opérateurs devront remettre en marché les stocks qui sont en train de croître au risque de déstabiliser le marché de la Golden et par effet domino celui de l'ensemble des variétés. L'Italie rencontre les mêmes difficultés vers l'Algérie mais aussi l'Égypte et la Lybie et devient de plus en plus agressive sur les marchés sur lesquels elle est en concurrence avec la Golden française, l'Espagne notamment. La seule solution au problème semble être la voie diplomatique mais qui présente l'inconvénient d'être lente.

Horticulture et pépinières : rééquilibrage d'un marché toujours difficile

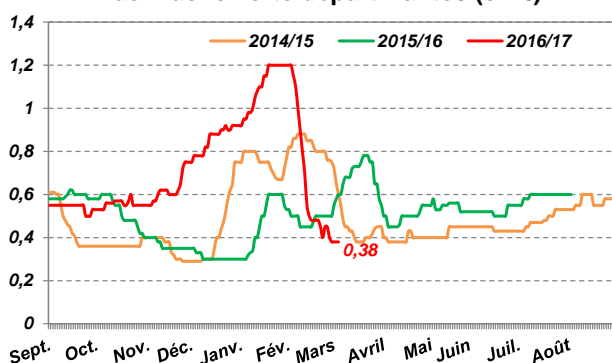
La vente de détail (multiproduits), segment de marché qui semble mieux résister à la crise, se stabilise par rapport à l'année dernière. Après avoir connu une forte baisse au cours des campagnes précédentes, le marché du paysage connaît un regain qui vient stopper la tendance baissière. Phénomène tiré par la reprise de la construction, secteur auquel il est très corrélé. La tendance du marché s'inscrit par contre à la baisse en jardinerie. Les principales causes des difficultés demeurent les mêmes, à savoir, la concurrence internationale, le budget « végétaux » des collectivités territoriales en recul et les effets du contexte économique dans les arbitrages budgétaires des ménages.

En termes de perspectives pour le printemps 2017, les pépiniéristes semblent réaliser un bon début de saison, la météo ayant été favorable aux produits de pépinière (à confirmer en avril-mai néanmoins). Le cœur de l'activité se déroulera en avril-mai pour les horticulteurs, mais les prémices de marché donnent des signaux positifs pour 2017 notamment avec la primevère qui s'est retrouvée rapidement en rupture d'offre. Cette situation est cependant à relativiser par la baisse des mises en production.

Pour continuer de relancer l'activité, des leviers d'action ont été identifiés comme le développement des labels et signes de qualité, garants d'une qualité environnementale et sociale.

Légumes : un hiver normal froid, bon pour la mâche

Evolution du prix de la barquette de 150 g de mâche verte départ Nantes (en €)



PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source : RNM

Pour les maraîchers producteurs de légumes, les hivers se suivent mais ne se ressemblent pas. Les expéditeurs de mâche viennent de le vivre à nouveau. Après un hiver 2015-16 catastrophique, marqué par une douceur extrême, la saison 2016-17 s'annonce d'ores et déjà réconfortante. Il y a un an, on s'interrogeait sur l'avenir même de la filière nantaise. Avec la douceur, dans toutes les régions d'Europe on a pu produire facilement et satisfaire la

demande au-delà des besoins. La spécificité du bassin nantais pouvait disparaître. Les maraîchers allemands et italiens semblaient capables de s'accaparer les marchés d'Europe du nord en cassant les prix.

Le changement de contexte en 2016-17 est total. Le froid est arrivé tôt dans les régions de l'est et s'est incrusté. La production y est devenue difficile ou impossible. En Pays de la Loire, il a fait nettement moins froid et ce froid « modéré » chez nous a juste ralenti le cycle de production, sans trop le perturber et en limitant un peu les tonnages produits. Le résultat est net : une demande forte confrontée à une offre limitée a provoqué une spectaculaire hausse des prix, au profit des producteurs ligériens. La situation s'est cependant retournée très vite avec le retour de la douceur mi-février, faisant craindre une fin de saison nettement plus difficile.

Pour les autres salades fraîches consommées en hiver (laitues, chicorées, endives), la région est très peu expéditrice, et la production nationale, pourtant nettement déficitaire, est même en repli régulier chaque année. Une grande part de la consommation est importée d'Europe du sud. Les intempéries y ont perturbé ces productions en janvier, faisant apparaître chez nous une situation de manque,

certain médias parlant même de pénurie. Des prix au détail se sont carrément envolés et ont sans doute contribué à soutenir un peu plus ceux de la mâche. Les producteurs qui ont misé sur ces productions pour le marché local ont peut-être pu en tirer parti. Ces intempéries d'Europe du sud favorisent maintenant les serristes qui démarrent la saison avec une concurrence affaiblie.

Plusieurs exploitations maraîchères surtout nantaises et vendéennes ont cependant été touchées par la tempête du 6 mars : serres brisées, tunnels endommagés, cultures perdues... Un inventaire des dégâts est en cours.

En poireau d'hiver, la demande a été soutenue dès l'automne et s'est trouvée face à une offre en repli, en partie impactée par le gel. Les prix ont été plutôt

fermes, au-dessus des années précédentes, jusqu'au redoux de février où une offre nouvelle en provenance du sud s'est présentée. Le radis a également fait l'objet d'une demande soutenue tout l'hiver avec des prix élevés surtout en janvier, mais pour encore peu de mises en marché.

La commercialisation des échalotes récoltées en 2016 se déroule également avec des conditions de prix bien meilleures que celles des années précédentes.

En 2016, la consommation à domicile de légumes frais par les ménages français s'est accrue de 1,4 % (en volume et sur 2015) et le déficit commercial du pays a atteint 1 milliard d'€ sur onze mois (+6 %), avec des importations en hausse de 4 % à 1,8 milliards d'€.

Viticulture : une nouvelle dynamique de prix pour le muscadet

Dans l'attente des chiffres définitifs par appellation de la récolte 2016, on ne peut que confirmer la très grande amplitude des rendements observés. En Anjou-Saumur, les pertes seraient toutefois inférieures aux annonces de l'automne et on devrait éviter les ruptures d'approvisionnement en cabernet. Pour les chenins et muscadets, les prévisions au contraire se confirment. L'excellente qualité du millésime 2016 se confirme aussi, même s'il se fait attendre encore un peu.

Un premier bilan de la campagne de commercialisation peut être fait sur les raisins et les moûts vendus juste après les vendanges. En muscadet, les volumes ont fortement chuté plus en moûts (30 000 hl au lieu de 65 000) qu'en raisin (11 000 hl au lieu de 13 000). La baisse des ventes de moûts et raisins se constate pour toutes les appellations d'Anjou-Saumur, sauf pour les Layons, mais elle est plus marquée pour les Anjou blancs (-30 %) et fines bulles que pour les rosés (-10 %).

Les prix des raisins et moûts nantais ont connu une hausse forte en muscadet (50 % pour les sur-lie) mais moindre pour les gros plants (20 %). Pour les autres vins, les prix ont été aussi constatés majoritairement en hausse mais ces hausses ne dépassent pas 10 %. Les prix des moûts et raisins 2016 dans le muscadet sont redevenus comparables à ceux des autres appellations régionales.

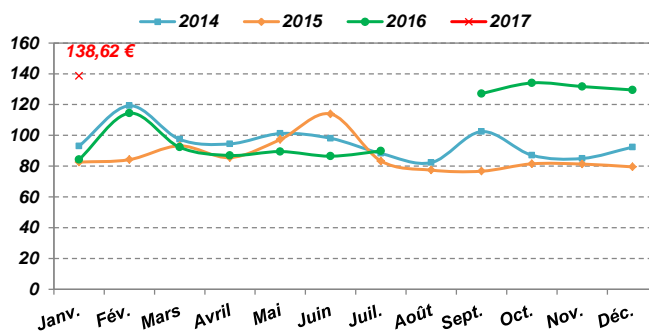
Les volumes totaux de vins sortis de chais à mi-campagne (août à janvier), sont difficilement comparables d'une année sur l'autre. Dans l'ensemble les volumes de vente au négoce sont en retrait (jusqu'à 15 % pour les rosés et fines bulles) mais

conformes aux attentes de la profession dans les circonstances actuelles. Les prix du muscadet ont fortement rebondi depuis septembre 2016, surtout pour les génériques (+50 %), les sur-lie se sont moins revalorisés, mais sur les ventes de janvier, la hausse sur 2016 avoisine 30 %.

Pour les autres appellations les prix se tiennent bien. A mi-campagne, on constate une légère tendance haussière, et pour le mois de janvier, les prix de 2016 sont pratiquement reconduits sur les rosés et fines bulles, avec une amélioration plus nette (+5 %) sur les rouges et les IGP blancs.

A l'export, les vins du Val de Loire ont connu une belle année 2016, avec des hausses de 4 % en volume et de 7 % en valeur. Toutes les appellations de la région y ont contribué : le muscadet (+17 % en volume), les rosés (+6 % en valeur) et surtout les fines bulles (16 % en volume et 25 % en valeur).

Evolution du prix de vente moyen du muscadet AC 2014 (en €/hl)



● Août 2016 : volumes insuffisants

PEP Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Source : Interloire



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale «développement agricole et rural»



Contacts Pôle Economie et Prospective des Chambres d'agriculture des Pays de la Loire

Pierre-Yves AMPROU Tél. 02 41 18 60 60
Christine GOSCIANSKI Tél. 02 41 18 60 57
Gilles LE MAIGNAN Tél. 02 53 46 61 70
Eliane MORET Tél. 02 43 67 37 09
Pascale LABZAE Tél. 02 43 29 24 28

Mail : pierre-yves.amprou@pl.chambagri.fr (Angers – La R/Y)
Mail : christine.goscianski@pl.chambagri.fr (Angers)
Mail : gilles.lemaignan@loire-atlantique.chambagri.fr (Nantes)
Mail : eliane.moret@mayenne.chambagri.fr (Laval)
Mail : pascale.labzae@sarthe.chambagri.fr (Le Mans)